TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	5
INTRODUCTION	7
How sustainable is the EU taxonomy of sustainable finance? ..	11
Frédéric HACHE	
Section 1	
What is it?	11
Section 2	
Concerns	14
§1 A taxonomy whose ambition and timing are not aligned with the science	14
§2 Carbon Capture and Storage & Offsetting	16
§3 Fostering biodiversity offsetting and the monetary valuation of nature	21
§4 The financialization of climate change adaptation	27
La proposition de règlement européen sur les obligations vertes : un nouvel outil au service de la finance durable	39
Matthieu DUPLAT et ALICIA GHISLAIN	
Section 1	
Genèse	40
§1 Stratégie européenne en matière de finance durable	40
§2 Objectifs de la Proposition	41
§3 Principes de l'ICMA applicables aux obligations vertes	42
Section 2	
Champ d'application	42
§1 Champ d'application <i>ratione personae</i>	42
§2 Champ d'application <i>ratione materiae</i>	43
§3 Utilisation du produit des obligations vertes européennes ...	43
§4 Alignement sur la taxonomie de l'utilisation du produit	43

Section 3	
Transparence	45
§1 Fiche d'information EuGB (« EuGB factsheet »)	46
§2 Rapport d'affectation et examen post-émission des rapports d'affectation	46
§3 Rapport d'impact	47
§4 Prospectus	47
§5 Publication sur le site web	47
Section 4	
Examen externe	48
§1 Examineurs externes	48
A. <i>Principe général</i>	48
B. <i>Enregistrement</i>	49
C. <i>Conditions d'enregistrement</i>	49
D. <i>Exigences organisationnelles, processus et documents relatifs à la gouvernance</i>	50
1. LA DIRECTION GÉNÉRALE	50
2. LES ANALYSTES, SALARIÉS ET AUTRES PERSONNES DIRECTEMENT IMPLIQUÉES DANS LES ACTIVITÉS D'ÉVALUATION DES EXAMINEURS EXTERNES	50
3. FONCTION DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ	50
4. POLITIQUES ET PROCÉDURES INTERNES	51
5. MÉTHODES D'ÉVALUATION ET INFORMATIONS UTILISÉES POUR LES EXAMENS PRÉ-ÉMISSION OU POST-ÉMISSION	51
6. EXTERNALISATION	51
7. OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE CONSERVATION D'ENREGISTREMENT	52
8. CONFLITS D'INTÉRÊTS ET CONFIDENTIALITÉ DES INFORMATIONS	52
E. <i>Émetteurs souverains</i>	53
F. <i>Examineurs externes de pays tiers</i>	53
§2 Contrôle par les autorités compétentes et l'ESMA	54
A. <i>Autorités nationales</i>	54
B. <i>ESMA</i>	54
Section 5	
Étapes suivantes	54
Conclusion	55

La gouvernance durable des sociétés : évolution ou révolution ?	57
PHILIPPE LAMBRECHT et ANNE-SOPHIE PIJCKE	
Introduction	57
Section 1	
La notion de gouvernance ou de gouvernement d'entreprise	59
§1 La gouvernance	59
§2 La gouvernance en droit des sociétés et en droit financier	60
§3 Les grandes lignes d'un cadre normatif global	62
§4 Essai de définition du cadre normatif pour les sociétés cotées belges	64
Section 2	
L'évolution des attentes à l'égard des sociétés cotées en matière de durabilité	67
§1 Attentes des investisseurs	67
§2 Engagement actionnarial	69
§3 Les régulateurs	71
§4 Les consommateurs	72
§5 Les fournisseurs	72
Section 3	
L'évolution de la notion de gouvernance dans le cadre du « Pacte vert » européen	74
§1 Premières ébauches de réglementations environnementales	74
§2 Plus de transparence concernant la durabilité	75
§3 Vers une gouvernance des entreprises durable	76
§4 La proposition de directive sur le devoir de vigilance en matière de durabilité des entreprises	80
A. <i>La résolution du Parlement européen du 17 décembre 2020</i> .	80
B. <i>La proposition de directive du 23 février 2022</i>	81
§5 Quelques réflexions à propos de la proposition de directive .	89
A. <i>La Commission est passée outre à deux avis négatifs de son Comité d'examen de la réglementation</i>	89
B. <i>La directive va-t-elle conduire à plus d'harmonisation ?</i>	90
C. <i>Passage du droit mou au droit dur</i>	91
D. <i>Risques juridiques</i>	93
E. <i>Devoir de vigilance mondial</i>	94

F. <i>Incidences négatives potentielles et réelles</i>	96
G. <i>Réflexion inachevée en matière de supervision, de sanctions administratives et de responsabilité civile</i>	97
H. <i>Devoir de sollicitude des administrateurs</i>	98
I. <i>Mise en place et supervision du devoir de vigilance</i>	99
Conclusions	100
Jurisprudence naissante en matière de responsabilité sociétale	103
Jean-Marc GOLLIER	
Introduction : pourquoi des procès sociétaux aujourd'hui ?	103
Section 1	
Devoir de vigilance : sources de <i>soft law</i>	110
§1 Entreprises et droits de l'homme : les trois piliers des Principes directeurs de l'ONU	110
§2 Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises (2018)	112
A. <i>Principes directeurs de l'OCDE à l'attention des multinationales et les PCN : des instruments insuffisants</i>	112
B. <i>Guide OCDE 2018 sur le devoir de diligence</i>	114
Section 2	
Proposition de loi belge « instaurant un devoir de vigilance et un devoir de responsabilité à charge des entreprises tout au long de leur chaîne de valeur »	115
Section 3	
Responsabilité judiciaire des entreprises pour leur devoir de vigilance	119
§1 Introduction	119
§2 La victoire de la société Chevron contre l'État Équateur et les peuples autochtones	120
§3 Pollution au Nigeria par une filiale de Shell	123
A. <i>Les faits</i>	123
B. <i>Décision des juridictions néerlandaises</i>	123
C. <i>Décision de la Supreme Court (UK)</i>	125
D. <i>Une jurisprudence pionnière</i>	126
§4 Mort d'homme sur un chantier naval de démolition au Bangladesh	127
§5 « Le peuple contre Shell » (jugement climat)	129

Section 4	
Opérationnaliser le devoir de vigilance : le « contrat durable » ..	133
Conclusion	135
Crédit et gestion de portefeuille, impact de la durabilité	137
André-Pierre ANDRÉ-DUMONT	
Introduction	137
Section 1	
Durabilité et crédit	138
Section 2	
Durabilité et gestion de portefeuille	144
CONCLUSIONS	155